

La passion démocratique

Deux rendez-vous électoraux majeurs étaient inscrits sur l'agenda international de l'hiver et du printemps : le premier, la réélection de Georges W. Bush, s'est soldé par une cuisante défaite de la classe ouvrière et de la jeunesse nord-américaines. Ce second mandat obtenu alors que la guerre contre le peuple irakien fait rage, la lutte contre le « terrorisme international » érigée par la Maison Blanche en véritable stratégie d'ensauvagement de la planète a marqué la victoire de la fraction la plus réactionnaire de l'impérialisme le plus puissant du monde. C'est peu dire que la réélection du président américain constitue, au-delà des États-Unis, une menace directe contre l'Amérique Latine, l'Asie, et bien sûr tous les peuples de la route du pétrole, du Proche et Moyen-Orient aux pays de l'ex-URSS...

Le second rendez-vous était fixé lors du référendum français sur le Traité Constitutionnel européen. Nombreux étaient les militants européens des pays où le traité avait été plébiscité, droite et gauche unies, par leurs parlements, qui plaçaient leurs ultimes espoirs dans les électeurs français ; conscients de l'enjeu, tous les chefs d'États européens en exercice sont directement intervenus dans la campagne électorale, pour le oui. Pas seulement. De passage à Washington, Michel Barnier (alors ministre des Affaires Étrangères, ancien commissaire

Bruxellois) était à sa grande surprise invité par Georges Bush qui lui signifiait, avec force, son soutien à Chirac, exprimant publiquement l'espoir que le scrutin serait un succès. De fait, la dictature constitutionnalisée, judiciairisée dans les vingt-cinq pays de l'UE des « fonds de pension » exigeait la ratification du Traité constitutionnel. Comme en 1992, lors du traité de Maastricht, il fallait à tout prix que le suffrage universel bénisse « pour 50 ans » assurait Giscard, ces épousailles libérales. L'Église de France, tout comme François Chérèque, s'engageait dans la bataille. La place de la France, pays fondateur de l'UE, sa relation stratégique privilégiée avec l'Allemagne, le rôle joué depuis 1983 par les gouvernants tricolores, droite et gauche confondues dans la « construction européenne » faisaient de ce scrutin une question politique internationale majeure. Jacques Delors, Simone Veil, Elisabeth Guigou, Pascal Lamy, V. Giscard d'Estaing et son valet de chambre Pierre Moscovici, pour ne citer que les plus connus, ont fait don de leur personne à cette folle entreprise. Tous les anciens premiers ministres vivants de la V^e République, exceptés Pierre Messmer et Laurent Fabius, tous les éditorialistes (presse, radio, télé) sont montés en première ligne. Il faut remonter à la Première Guerre mondiale pour retrouver une Union Sacrée aussi déterminée. Une telle force de frappe.

L'échec est à la mesure des efforts, des moyens déployés.

UNE VICTOIRE RELEVANT DE LA LUTTE DES CLASSES

Nombre d'observateurs ont qualifié les 55 % du 29 mai de « Tsunami » ou de « Mai 68 électoral ». C'est inexact. Nulle surprise dans ce résultat sinon son ampleur. L'examen critique du texte inauguré au sein du PS, puis d'ATTAC, de la CGT, dans les organisations syndicales relayées par une grande partie de l'extrême gauche et le PCF s'est transformé en une formidable mobilisation ; un débat-combat de près de dix mois s'est mené, décorquant le traité, éclairant ses formules les plus abscondes (!) pour populariser la signification de cette machine de guerre anti-ouvrière, anti-démocratique, dessaisissant les peuples du droit d'écrire leur avenir. Cette politisation a gagné en profondeur le pays, les secteurs clefs du salariat, des chômeurs, de la jeunesse. Rarement débat (d'un abord pourtant difficile) aura été aussi vivant, créatif, partagé, relayé, démultiplié de villes en villages, d'entreprises privées en service public, mêlant générations, métiers, situations, bousculant les habitudes et les conformismes... D'anciens militants déçus, trahis, sont revenus dans les réunions, passionnées, passionnantes. Ceux qui, très nombreux, ne croyaient plus à l'action politique se sont avec prudence fait violence. Des jeunes, nombreux, se sont engagés. Grévistes et manifestants ont, au fur et à mesure du travail d'explication, souvent intégré le « non » à leurs revendications, comme les marins de Marseille, les salariés du textile, de Nestlé, les postiers, les chercheurs, bien sûr les lycéens.

Les travailleurs établissaient ainsi le lien entre particulier et général, la délocalisation de l'usine et la signification du libéralisme, les licenciements boursiers et une société dont le moteur serait « la concurrence libre et non faussée ». Ce rapport entre le sens du texte et l'expérience partagée de la réalité économique et sociale a joué un rôle déterminant, donnant à la lutte des classes son sens, ses lettres de noblesse, permettant à des millions de femmes, d'hommes, de réfléchir à des mécanismes économiques, sociaux, qu'on leur présentait comme « normaux ». Les luttes peuvent aboutir d'autant plus lorsqu'elles participent à la compréhension générale de la barbarie capitaliste. C'est de surcroît la condition sine qua non, à une authentique alternative.

Le « non » s'est enraciné, produit d'un travail de masse, bénévole, militant ; salariés et jeunes utilisant les arguments proposés par les animateurs de la campagne nationale enrichissant la critique, élaborant dans les comités du « Non », collectivement ou individuellement, sur le net leur propre matériel (tracts, affiches). Toute l'expérience issue des luttes des classes depuis 1995 comme les enseignements et les réflexions accumulées depuis Maastricht ont débouché à cette occasion. « *La victoire du non relève de la lutte des classes* » titre sur six colonnes *Le Figaro* dans une passionnante interview d'un consultant du patronat, Bernard Brunhes, le 2 juin. C'est bien vu. C'est plus qu'un vote de classe. C'est une dynamique politique du salariat. Cette incroyable mobilisation populaire plaçant au cœur des discussions l'idée d'une « Europe anti-libérale » n'a jamais fait appel à des sentiments xénophobes ou racistes. Les salariés français ne se sont pas opposés aux travailleurs « roumains, polonais ou hongrois ». Au contraire.

Ils ont consciemment refusé que les salariés des pays entrants, surexploités, soient utilisés comme arme de destruction massive contre ceux des pays qui ont arraché un certain nombre de droits ou de garanties, aujourd'hui menacés... L'adoption du Traité aurait amplifié ce qui existe déjà ici et là, mais à l'échelle du continent et de manière systématique : la mise en concurrence des salariés les moins payés, contre les autres, au seul profit du capital ! Cette guerre entre salariés, à coup sûr, est source de xénophobie, de racisme et de nationalisme.

Lorsqu'on compare la carte électorale du 30 mai à celle de l'élection présidentielle de 1981, on constate une accentuation du clivage de classes. Les ouvriers, les employés, les paysans, les chômeurs, ont été plus nombreux, plus déterminés à voter « Non », qu'ils l'avaient été à l'époque pour F. Mitterrand. Autrement dit le « Non », perçu comme un acte anti-capitaliste, a recyclé (ce que l'union de la gauche a enfanté de pire en trahissant le salariat) une partie du vote ouvrier qui se portait par désespoir, écoëurement, souffrance sociale, sur le Front National. Je ne prétends pas que ce constat épuise la question du Front National, mais il indique une piste pour le régler... Quand les salariés se battent sur leur terrain (et le terrain référendaire n'était pas le plus évident) la vermine Front National peut reculer, voire disparaître des secteurs du salariat où il s'est implanté.

LA CRISE POLITIQUE EN FRANCE

Bref, pour ces raisons et quelques autres que nous allons évoquer, le résultat constitue une cinglante défaite politique de la bourgeoisie française,

avec comme conséquence directe un début de mobilisation politique des peuples d'Europe. Après la Hollande, les opinions publiques ouvrières, dans les pays où l'expression du suffrage universel a été interdite, s'interrogent. Ailleurs, au Luxembourg (!), au Danemark, en Pologne, en Tchéquie, la discussion politique se développe, le rejet se profile, intégrant les débats et les résultats de Paris et d'Amsterdam. Voilà pourquoi bien sûr Tony Blair propose d'ajourner (d'enterrer) le processus de ratification, notamment dans les pays où ce sont les électeurs qui tranchent, non les parlements.

Est-ce à dire que soit acquise la défaite de la bourgeoisie européenne dans ses différentes composantes [1] suite à l'affaiblissement de l'édifice constitutionnel européen qui le fait vaciller tout entier ? N'allons pas trop vite en besogne, même si certains ministres en Allemagne ou en Italie osent briser le tabou de l'euro ! La cohérence européenne fixant pour chaque gouvernement sa feuille de route se lézarde. L'unité de commandement européen souffre aussi des fins de règne de Schröder, Berlusconi, de la fragilité du Premier ministre britannique, sans oublier l'agonisant Jacques Chirac ! Ce qui est sûr, c'est que s'ouvre en France une situation politique originale, inédite depuis 1958. Denis Jeambar, éditeur de l'Express analyse avec intelligence et finesse la crise, selon lui en phase terminale, de la V^e République. Nous reproduisons ci-contre l'article en totalité.

Je suggère à nos lecteurs d'intégrer cette pertinente analyse, mais de raison garder. Certes, depuis la brève période de Mai 1968 (« fuite de De Gaulle à Baden Baden ») où le pouvoir était « à prendre », nous n'avons jamais connu un tel rejet du pouvoir, président, gouvernement, parlement

compris. Fait nouveau, une fraction significative de la bourgeoisie (UDF, adversaires de Nicolas Sarkozy à l'UMP, éléments du Parti Socialiste... et du MEDEF), bref des secteurs représentatifs du capital considèrent que sans Bonaparte efficient, usée, la V^e République est une forme de domination devenue à la fois inefficace et

finalement **trop dangereuse** pour maintenir l'ordre de la propriété privée. Dans ce cas, ils peuvent prendre des initiatives qui, volontairement ou non, accélèrent la chute du système, recoupant, sur une brève séquence, l'aspiration générale des salariés à en finir avec cette prétendue république. D'autant que l'improbable duo gou-

CITROUILLE MURE

Tout va si vite aujourd'hui qu'on ne laisse plus à ceux qui sont à la barre le temps de gagner ou de perdre la partie engagée. Le nouveau Premier ministre, Dominique de Villepin, s'est placé de lui-même sous la contrainte de ce tempo endiablé en se donnant, dès sa première intervention, cent jours pour engranger de premiers résultats sur le front du chômage. Cent jours dont il faut espérer qu'ils ne ressembleront pas aux tragiques Cent-Jours de Napoléon, auquel le nouveau chef du gouvernement consacra un livre ! Il nous faut donc croire au miracle. Dieu fasse qu'il ait lieu et que Jacques Chirac, après dix années d'échecs répétés, ait, enfin, déniché le thaumaturge de l'emploi en France. Le nouveau chef du gouvernement y trouverait un destin à la Pompidou, mais le combat douteux dans lequel il s'engage pourrait tout aussi bien lui réserver le sort d'un Couve de Murville, ultime Premier ministre du général de Gaulle avant la chute. Le chef de l'État a refusé de jouer à quitte ou double le destin de sa présidence dans le référendum sur la Constitution. Ce gouvernement est sa dernière chance pour ne pas sortir par la petite porte ou pour éviter de finir dans un désordre wagnérien qui verrait la France sociale descendre dans la rue, contre la France des élites. Rude tâche ! Du fait, d'abord, des inclinations du pays, toujours si ressemblant à ce que Chateaubriand en disait dans les Mémoires d'outre-tombe : « *Qui prévoirait l'esprit français, les étranges bonds et écarts de sa mobilité ? Qui pourrait comprendre comment ses exécutions et ses engouements, ses malédictions et ses bénédictions se transmutent sans raison apparente ? Qui saurait deviner et expliquer comment il adore et déteste tour à tour, comment il dérive d'un système politique, comment, la liberté à la bouche et le servage au cœur, il croit le matin à une vérité et il est persuadé le soir d'une vérité contraire ?* » Il se pourrait bien que ce peuple ait signifié dans les urnes européennes le terme de l'aventure chiraquienne. Fin de partie ? Si c'est le cas, le flamboiement du nouveau chef du gouvernement finira en torche et le pays, dans le caniveau. Rude tâche, ensuite, car ce nouveau pouvoir ressemble à un marigot de crocodiles. Certes, faite de rivalités, la politique peut-elle sérieusement être efficace quand la haine enrage ses acteurs ? Or cette dernière est au cœur de la pantomime que nous jouent MM. Chirac, Villepin et Sarkozy, lancés dans une cohabitation à trois empoisonnée par les dissensions sur le fond et polluée par la suspicion et l'exécration. L'hypocrisie suinte par tous les pores de ce gouvernement. De belles paroles ne suffiront pas pour amener le peuple à applaudir une comédie des erreurs. L'insurrection du non dans les urnes a révélé son exaspération. Si ce trio improbable, où l'on se ménage, se haït et ne songe qu'à tuer l'autre, ne convainc pas très vite, les Français perdront rapidement patience. Comme l'écrivait François Mauriac [2], le 23 avril 1958, dans les sinistres craquements de la IV^e République : « *La crise est là, comme une grosse citrouille pas mûre .* » En mai 1958, la citrouille explosa.

vernemental annonce un affrontement meurtrier entre le Premier ministre et son ministre d'État, chef de l'UMP. C'est le schéma classique d'une crise de régime : « en haut » on ne peut plus. L'hypothèse est sérieuse. Restons cependant prudents : que de fois avons-nous présenté les développements politiques comme inévitables alors qu'ils n'étaient que possibles... La tendance des révolutionnaires à annoncer l'imminence de la crise de régime (voire de la révolution !) ressemble aux illusions des voyageurs mourant de soif dans le désert, apercevant des oasis qui s'éloignent plus on s'en approche...

Au lendemain du 29 mai, gravité et inquiétude dominant. Confusément, dans toutes les classes de la société, au premier chef parmi les salariés, chemine une question : Comment transformer la victoire ? Après la défaite des partisans du libéralisme, que faire pour mettre en œuvre une politique qui supprime le chômage, la précarité, la pauvreté, crée des emplois qualifiés, payés, garantisse la sécurité sociale, le système des retraites ?

Comment briser le cycle de la « concurrence libre et non faussée », moteur ultra-performant du système capitaliste, qui massacre générations, peuples, pays, jusqu'à menacer l'équilibre des ressources naturelles, l'écologie de la planète. Bref, comment passer du « Non » au « Oui ».

L'ISSUE N'EST

PAS SIMPLE

Les problèmes soulevés par la victoire du « Non » sont, en Europe et en France, de cette nature. Le pays s'interroge d'autant plus, avec gravité, densité, que les instruments traditionnels, historiques, dont il disposait pour organiser une alternative sont

(tant mieux !) fracassés. Le PS est fondamentalement divisé. Certes, l'appareil fera tout, psalmodiant « Unité ! Unité ! », pour se ressaisir, bricoler une « synthèse », mais le mal est fait. Sur ce point, Jospin avait raison : les « oui » sont compatibles entre eux. À l'inverse, surtout dans le même parti, les partisans du Traité et ses adversaires ne le sont plus... Cette situation facilite l'action des militants et des salariés, **et en même temps, contradictoirement, la complexe**. La peur du vide politique existe. **N'oublions pas qu'au bout du bout, les salariés français (et aussi les militants) ont contracté depuis des décennies la confortable habitude que les appareils leur offrent une solution gouvernementale « clefs en mains ».** La majorité l'acceptait, la minorité critiquait, mais nul n'intervenait activement, directement dans cette alternance. Nombreux sont ceux, au terme de cette campagne, qui commencent à comprendre que cette situation est terminée. Un PCF historiquement disqualifié, une extrême gauche qui en est toujours à jouer la petite musique de « la gauche de la gauche », des directions confédérales tétanisées par la collaboration qu'elles ont apportée, depuis des décennies, aux gouvernements comme à la « construction européenne », donc des secrétaires généraux déstabilisés, eux aussi, par la vague du « Non », autant d'éléments qui expliquent la nécessaire réflexion politique et syndicale des salariés.

C'est dire que la réponse ne réside ni dans une incantation programmatique artificielle (exemple, la classique déclinaison du programme de Transition écrit... à la veille de la Seconde Guerre mondiale), ni dans la sempiternelle annonce du célèbre, du fameux « troisième tour social ». Prenons garde : les idéologues de bistrot,

les stratèges de sous-préfecture vont encore frapper. **En clair, la solution ne réside pas dans une technique politique.** Cette fois, les salariés doivent, s'ils veulent aboutir, s'orienter sur l'idée qu'ils **doivent eux-mêmes prendre des initiatives majeures**, celles qui déboucheront sur un gouvernement à eux, tirant les conséquences anti-capitalistes du rejet du Traité libéral. La participation active, multiple, des militants par milliers, des salariés par millions, à la victoire, permet-elle d'atteindre cet objectif, de produire ce formidable effort ? C'est une question qu'il faut poser aux intéressés.

Le point à partir duquel il faut probablement réfléchir, c'est la richesse des expériences accumulées dans le combat contre l'appareil d'État, le pouvoir médiatique, les partis gouvernementaux. À l'origine, l'action de quelques milliers de militants analysant le traité, en faisant partager les conclusions à d'autres et à d'autres encore, ont *in fine* été capables de créer une chaîne démocratique, politique, **inaugurant un début de processus d'auto-organisation de millions de salariés.** Les militants d'ATTAC, de SUD, d'extrême gauche, du PS, de la CGT, du PCF se retrouvant souvent (mais pas tous) dans des comités unitaires où ils ont fait vivre une démocratie politique permettant l'action électorale et nourrissant les luttes. **C'est un formidable acquis : « Cette fois ça a marché ! ».** Ce début d'auto-organisation peut maintenant, peut-être, prendre en charge un travail d'auto-émancipation. Car si les luttes des classes vont naturellement se développer, en tant que telles, elles ne peuvent apporter une solution d'ensemble face à l'ampleur de la crise européenne et française du système capitaliste. Il faut faire fond sur l'audace démocratique : militants, salariés ne doivent

rien céder aux sommets : ils doivent tenter de garder la maîtrise de l'élaboration et de l'action. Devenir les acteurs majeurs, abandonner toute attitude passive.

L'arme qui a permis de battre les puissantes armées du « Oui », c'est la démocratie de masse, illustrant le très actuel mot d'ordre de la Première internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Donc, priorité au débat démocratique, à l'écoute, à l'échange. L'ampleur des tâches anti-capitalistes à décrypter, à accomplir exige que la société s'insurge démocratiquement. Que les salariés, par leurs propres forces et ressources, s'affirment, s'érigent en maîtres. Évidemment, aucune baguette magique ne réglera ces problèmes. C'est dire que l'auteur de ces lignes ne croit pas à des lendemains heureux rapides, à d'imminentes victoires. Il faut prendre le temps de labourer, de semer. Je crois à la capacité du peuple français, entraîné par le moteur politique du salariat et de la jeunesse, à renouer avec le meilleur de son histoire : **la passion révolutionnaire démocratique.** Toute lutte politique anti-capitaliste sérieuse, dans un pays européen, résonnera dorénavant dans tous les autres. Ainsi, après les « non » français et hollandais, les responsables de l'ex-PC d'Allemagne de l'Est (PDS) et le petit parti issu d'une scission du SPD, le WASG récemment rejoint par Oscar Lafontaine, envisagent sérieusement de mener campagne ensemble aux prochaines élections. D'emblée, ils sont crédités de très bons sondages parmi les électeurs socialistes... Pour la première fois depuis la Libération, les salariés allemands ne seront plus condamnés à choisir entre l'abstention qui profite à la CDU-CSU, ou le chantage au vote

SPD qui mène actuellement une politique plus réactionnaire que Chirac ! Ce qui se passe en Allemagne et qui gagnera, d'une manière ou d'une autre, le continent, a été inauguré en France le 21 avril 2002, puis conforté le 29 mai dernier... Et ce n'est en définitive rien d'autre, sur les décombres du stalinisme et la crise ouverte de la social-démocratie, que le processus (tant attendu) qui s'amplifie : celui de la construction d'un nouveau mouvement ouvrier.

AU PS : ALTERNANCE

POLITIQUE, OUI !

ALTERNATIVE

AU CAPITALISME NON !

Pour revenir à la situation française, disons pour être simple que tous ceux qui tenteront de s'opposer à la puissance démocratique issue du 29 mai feront face à de sérieuses difficultés... Arrêtons-nous sur le Parti Socialiste, au cœur de cet éclatement. Lorsque Lionel Jospin décide de s'engager aux côtés de Chirac, Giscard, Hollande, DSK, Lang, etc., il choisit de s'exprimer d'abord devant les cadres rassemblés lors d'une « fête » commémorant le centenaire du parti créé par Jean Jaurès et Jules Guesde, la SFIO. D'emblée, il attaque frontalement les socialistes qui ont rompu la discipline en s'expliquant, non sur la forme (les sanctions contre Dolez, Emmanuelli, Mélenchon, Fabius) mais sur le fond : le tournant brutal de 1983. Le jour où François Mitterrand et le premier secrétaire décident de choisir l'Europe « le grand large » contre l'idée de la « rupture avec le capitalisme » au centre de toute l'action du Parti Socialiste fondé à Epinay, résumée par la formule « *Le socialisme une idée qui fait son chemin* ». Non seulement les quelques engagements progressistes

du programme commun sont abandonnés, mais Président, Premier ministre et premier secrétaire socialiste engagent alors un terrible plan d'austérité contre les travailleurs, comme jamais Pompidou, Giscard, n'étaient parvenus à l'imposer, **en désin-dexant les salaires.** Dorénavant la hausse des prix et des services ne sera plus compensée !

Devant l'émoi provoqué par cette attaque, sans précédent... depuis les décrets-lois de Laval, amputant le pouvoir d'achat des salariés, transférant au capital les gains de productivité, engageant à la hache les « restructurations industrielles » avec son cortège de centaines de milliers de chômeurs, Lionel Jospin, premier secrétaire pendant cette époque critique du tournant de 2003, proclame qu'il s'agit d'une simple « parenthèse ». En clair, dès que la situation économique, financière, sera stabilisée, l'effort exceptionnel ne se justifiant plus, la parenthèse sera refermée au profit des salariés...

Elle ne le fut jamais. La construction européenne libérale menée par les gouvernements Fabius, Rocard, Cresson, Bérégovoy, puis Jospin avec Chirac président, ont traduit en lois nationales les directives les plus dévastatrices de la commission européenne saccageant la cohésion sociale, ajoutant la précarité à la pauvreté, la répression policière, le racisme, le désespoir à l'insécurité de millions d'exploités. L'Europe libérale est devenue la stratégie du Parti Socialiste, contre le socialisme.

S'exprimant devant les socialistes à la « fête du centenaire », l'actif-retraité Jospin réaffirme donc en substance :

- Il faut sans hésiter poursuivre sur cette orientation, voter « oui » sous peine de remettre totalement en cause la politique menée depuis vingt ans !

• Mais surtout, la parenthèse ouverte en 1983 a été refermée par l'œuvre réalisée par mon gouvernement durant cinq ans ! En d'autres termes : pas d'autre politique possible pour le PS !

Et qu'importe le 21 avril, qu'importe si la politique de Schröder dresse la classe ouvrière contre le SPD, qu'importe si l'extrême droite se développe en France, les néo-nazis en Allemagne... Nous sommes là pour tenir le cap du capital. L'alternance, oui. L'alternative au capitalisme, non.

Lionel Jospin, qui jusqu'alors maniait la litote en appelant à « l'équilibre » entre salariés et « marché », bref à un réformisme tempéré, proclame, sans langue de bois ni hypocrisie, que la politique libérale menée est la seule possible, ; ce faisant, il dit à quel degré de pourriture une majorité des dirigeants et des cadres du PS sont parvenus. Il y a d'ailleurs maintenant, so-

cialement, deux partis. C'est d'ailleurs durant les années où Jospin a gouverné que cette béante fracture s'est créée. Celui du « Oui » est majoritaire dans les villes bourgeoises Paris, Lyon, Nantes, Dijon, celui du « Non » est enraciné dans les villes ouvrières et populaires. Les deux ne pourront coexister indéfiniment. Mais les militants socialistes, comme ceux de la CGT ou de l'extrême gauche ne peuvent se déterminer en partant des problèmes internes, mais en fonction des nécessités politiques nées du formidable résultat du 29 mai. Maintenant il faut avancer.

Toutes les directives européennes transformées ou non en lois nationales doivent être abrogées. Toutes les privatisations doivent être stoppées et tous les services publics re-nationalisés. Le lien entre les mesures anticapitalistes sur le plan économique et social et la revendication

politique d'une République qui garantisse la souveraineté populaire, le contrôle permanent sur les élus, peut être clairement, pédagogiquement, établi. C'est en répondant à ces problèmes que les militants socialistes qui ont pris leur autonomie en menant campagne avec tous les autres militants du « Non » contre la politique de leur parti ; c'est en choisissant leur classe que ces militants éviteront de se ranger derrière un candidat-miracle, là où il faut aider les salariés à élaborer un contrat pour le court et moyen terme. Décidément, rarement situation aura été plus riche. Discutons, dialoguons.

Note

1- J'utilise cette formule dans la limite où François Chesnais l'a fait dans les articles de Carré Rouge

2- Bloc-notes de l'Express 1958-1960. Essais Point Seuil